

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°4979 - Jeudi 16 Octobre 2025 - Prix : 200 Fc

SOCIÉTÉ :

Les embouteillages, un casse-tête pour la capitale



JUSTICE SOCIALE :

**Rilemewa appelle
à un rassemblement ce vendredi**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

23 Rabioun-Thani 1447

Prières aux heures officielles

Du 16 au 20 Octobre 2025

Lever du soleil:

05h 42mn

Coucher du soleil:

18h 04mn

Fadjr : 04h 30mn

Dhouhr : 11h 57mn

Ansr : 15h 19mn

Maghrib : 18h 07mn

Incha : 19h 21mn



SOCIÉTÉ :

Quand la pauvreté défie la loi à Mutsamudu

À Mutsamudu, la misère pousse certains habitants à braver à la fois le danger et la loi. Malgré l'interdiction formelle du nivellement manuel des roches, décrétée le 15 septembre par le préfet Ali Boura et le maire Amri Elarisse Mohamed, des hommes continuent de creuser... la nuit.

Dans la carrière de Dindrihari, théâtre de plusieurs drames, dont celui qui a coûté la vie à deux ouvriers en 2024, on aperçoit encore des silhouettes à la lueur des lampes torches. À mains nues ou munis de simples marteaux, ils frappent la roche dans

un silence troublant. Mardi soir encore, un petit camion attendait, moteur ronronnant, prêt à emporter sa cargaison de pierres sous le couvert de l'obscurité. Ces activités clandestines ne sont pas un simple acte de défiance. Elles racontent le désespoir d'une population coincée entre la faim et la peur. Les autorités ont pourtant été claires : toute opération de nivellement manuel est désormais prohibée.

Seuls les engins de terrassement pelles mécaniques, bulldozers ou niveleuses sont autorisés, et uniquement après approbation officielle du service de l'urbanisme. Mais dans les ruelles de Mutsamudu, ces règles



semblent appartenir à un autre monde, celui où le ventre plein ne pousse pas à la désobéissance. « Nous restons fermes, car une vie perdue ne se récupère pas », rappelle la note municipa-

le. Pourtant, nuit après nuit, le même scénario se répète. Des hommes parfois accompagnés de mineurs s'aventurent sur les pentes rocheuses, conscients du danger mais résolus à survivre.

En quinze mois, cinq morts ont déjà été recensés sur l'île, dont plus de 70% à Dindrihari.

Les autorités locales appellent à la vigilance et promettent des sanctions sévères. Mais au-delà de la loi, c'est un drame humain qui se joue : celui d'une population sans alternatives, prête à risquer sa vie pour quelques blocs de pierre. À Mutsamudu, le nivellement nocturne n'est plus seulement une infraction. C'est le reflet d'un cri étouffé celui d'une pauvreté qui, chaque nuit, défie la mort et rappelle à tous que la survie, ici, n'attend pas le lever du jour.

Younes

SOCIÉTÉ :

Maeеча ouvre ses portes aux associations comoriennes

Une rencontre conviviale et enrichissante a réuni, le 14 octobre dernier à Fomboni, une diversité d'associations venues des trois îles pour célébrer deux décennies d'engagement au service du développement social et communautaire.

La salle multifonctionnelle de Fomboni a vibré, ce 14 octobre, au rythme de la solidarité et de la collaboration associative. À l'occasion de son 20^e anniversaire, l'organisation non gouvernementale Maeеча (Mouvement Associatif pour l'Éducation et l'Égalité des chances) a organisé une journée portes ouvertes inter-asso-

ciative, réunissant des acteurs de la société civile venus de Mohéli, Anjouan et Ngazidja. Cette journée avait pour objectif de mettre en valeur le travail des associations partenaires, de favoriser les échanges d'expériences et de renforcer les synergies entre les différentes structures œuvrant dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'environnement et du développement communautaire.

Selon M. Alimo Mohamed, coordinateur de Maeеча à Mohéli, cette célébration était l'occasion de « présenter les objectifs et les actions de chaque association au sein de la communauté comorienne, et de per-

mettre au public de découvrir la richesse du tissu associatif local ». De nombreuses associations ont répondu présent, notamment le Croissant-Rouge comorien, les agents de santé communautaire, l'ACCF engagée dans la lutte contre le cancer chez la femme, la direction régionale de la santé, l'association Sitara qui sensibilise contre l'hépatite B, ainsi que des structures éducatives telles que le CLAC de Nioumchoi, celui de Salamani et le conseil d'école de Miringoni. Toutes ont exposé leurs initiatives et leurs projets, témoignant d'une société civile dynamique et impliquée.

Présente dans les trois îles, Maeеча œuvre depuis 2005 pour le développement des enfants et des jeunes à travers l'éducation, la santé, la formation et l'insertion professionnelle. L'organisation soutient également le développement local en accompagnant les communes dans leurs politiques publiques et en appuyant les associations dans la gouvernance et le montage de pro-

jets. Véritable ONG multisectorielle, Maeеча s'impose aujourd'hui comme un acteur clé du développement communautaire aux Comores, unissant les forces vives de la nation autour d'une vision commune : celle d'un avenir fondé sur la solidarité, l'éducation et la participation citoyenne.

Riwad



HZK
Agence Comosuisse de Presse

La Gazette

des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____

6 mois Montant : _____

12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces

Chèque n° _____

Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

SOCIÉTÉ :

Les embouteillages, un casse-tête pour la capitale

Depuis quelques jours, les embouteillages sont devenus un véritable calvaire pour les habitants de Moroni. À chaque heure de pointe, les artères de la capitale se transforment en un vaste champ de véhicules immobilisés. Ce phénomène, de plus en plus récurrent, perturbe la vie quotidienne des travailleurs, des parents et des élèves.

Depuis que les administrations publiques fonctionnent selon un horaire fixe de 8h à 17h, les trajets matinaux et de fin de journée se sont transformés en épreuve de patience. Dès 7h, les routes principales, notamment celles de Volo Volo, Coulée, Badjanani et Exim, sont

saturées. Le même scénario se répète à midi, quand les parents et les taxis se précipitent pour récupérer les enfants à l'école. « Il y a des mois de cela, on mettait à peine vingt minutes pour aller de l'Oasis à Badjanani. Aujourd'hui, il faut parfois plus d'une heure, voire deux quand il pleut », témoigne Alohidine Moussa, chauffeur de taxi depuis 15 ans. Comme beaucoup de conducteurs, il dénonce le manque d'organisation du trafic et l'absence d'alternatives de transport collectif.

Les causes de ces embouteillages sont multiples. Outre la concentration des activités dans le centre-ville aggravent la situation. Chaque jour, des milliers de véhicules convergent vers les

mêmes points stratégiques, créant un goulot d'étranglement qui paralyse la circulation. Pour Maya Soulé, employée à Comores Telecom, la situation devient intenable : « Je pars de chez moi Malouzini à 6h30 pour espérer arriver à 8h. Et le soir, je ne rentre jamais avant 19h. On perd plusieurs heures par jour dans les bouchons, c'est usant. »

Les taxis, quant à eux, se disent également victimes de cette situation. « Nous passons plus de temps dans les embouteillages qu'à transporter les clients », explique Ali Halidi, conducteur de taxi collectif. « À midi, tout le monde veut aller chercher les enfants à l'école, les routes se bloquent et les klaxons ne servent plus à rien. » Face à cette

congestion permanente, plusieurs voix s'élèvent pour réclamer des mesures de régulation du trafic. Certains proposent une meilleure coordination des horaires scolaires et administratifs, d'autres appellent à la décentralisation des services publics vers les quartiers périphériques.

Selon un notable de Moroni, la mairie de Moroni devrait travailler sur un plan de circulation incluant des sens uniques et une meilleure répartition des stationnements : « Il faut repenser la mobilité urbaine dans son ensemble. Tant que tout se concentrera au centre-ville, les embouteillages persisteront. » En attendant de réelles solutions, les habitants de la capitale n'ont

d'autre choix que de s'armer de patience. À Moroni, ce qui devait être un court trajet de vingt minutes se transforme désormais en un long périple d'une à deux heures, symbole d'une ville qui grandit plus vite que ses routes. Principale agglomération de l'archipel, Moroni et sa banlieue a connu une forte explosion de sa population, qui a triplé en moins d'un demi-siècle, avec comme conséquence une urbanisation anarchique et sans véritable plan d'aménagement et d'assainissement du territoire, malgré les belles promesses des gouvernements successifs.

Mohamed Ali Nasra

DÉTENTION DE L'ANCIEN GOUVERNEUR D'ANJOUAN :

«Tiens bon, papa» : la lettre bouleversante de la fille de Salami

C'est une lettre qui serre le cœur. Une lettre écrite par une fille à son père, emprisonné depuis octobre 2018 pour s'être opposé à la réforme constitutionnelle du président Azali Assoumani.

Octobre 2018, octobre 2025. Huit ans depuis que le gouverneur déchu d'Anjouan, Abdou Salami Abdou, croupit en prison pour son opposition à la modification de la loi fondamentale, remettant en cause l'autonomie des îles et les mandats des gouverneurs. Sa fille aînée, Soumaya, lui a écrit une lettre d'amour depuis Madagascar où elle est en 5e année de médecine à l'université de Majunga. Une vocation qu'il

a héritée de son père de 51 ans, lui aussi médecin.

« Même si la vie t'a placé derrière des murs aujourd'hui, souviens-toi que la liberté n'est plus très loin. » C'est par ces mots qu'elle s'adresse à son père dans une lettre poignante qu'elle a publiée sur son mur Facebook. Âgée de 23 ans, la jeune femme brise le silence et livre un message d'amour et d'espoir à celui qui, selon elle, « a été emprisonné pour avoir dit non à l'injustice ».

« À chaque instant, je pense à toi. Ton absence se fait sentir, mais ton courage et ta force continuent de vivre en moi », écrit-elle encore. Dans sa lettre, elle évoque un quotidien marqué par l'attente, mais aussi par la



Photo d'archive

foi : « Ce jour-là, tu respireras la liberté à pleins poumons, et on sera là, ensemble, pour recommencer, pour rire, pour vivre. » Avec émotion, elle conclut : « Je t'aime, papa. Tiens bon. On t'attend, et bientôt, ce sera enfin ton tour de retrouver la lumière.

Inch'Allah. »

Un témoignage intime qui résonne comme un cri du cœur, mais aussi comme un appel à la justice dans un climat politique tendu. Plus tôt, elle n'a caché ni la douleur de l'absence, ni le poids du temps qui passe. « Je

sais que le temps peut sembler long, que les journées se ressemblent et que parfois le silence pèse lourd. Mais n'oublie pas : tu n'es pas seul ».

Pour rappel, Abdou Salami Abdou a été jugé en mars 2022 par la Cour de sûreté de l'État. Une juridiction d'exception qui n'offre aucune possibilité de recours. Il est condamné à 12 ans de prison pour « atteinte à l'unité nationale, participation à un mouvement insurrectionnel et trouble à la sécurité publique ». Une sentence lourde qui prive ses proches de toute voie légale pour contester sa détention.

Toufè Maecha

JUSTICE SOCIALE :

Rilemewa appelle à un rassemblement ce vendredi

Pour dénoncer la corruption, la vie chère, l'impunité et l'injustice sociale, le mouvement Rilemewa appelle à un rassemblement ce vendredi 17 octobre à la place de l'Indépendance de Moroni.

Malgré une interdiction quasi certaine, certains citoyens refusent de baisser les bras. Hier, un mouvement de la société civile a annoncé son intention de tenir un rassemblement ce vendredi à la place de l'Indépendance, à Moroni. L'objectif affiché : « protester contre la corruption, la vie chère, l'impunité, l'injustice sociale, et défendre les droits fondamentaux des citoyens ».

Initialement prévue dans un

hôtel de la place, la conférence a finalement eu lieu à l'extérieur, au bord de la route, le mouvement

ayant été déclaré persona non grata par le gérant de l'établissement. Il faut dire que les obstacles s'enchaî-



Parti Rilemewa en conférence.

ment dès les premières initiatives. Debout face aux journalistes faute de chaises, les organisateurs ont annoncé que l'un des leurs avait été interpellé par la gendarmerie peu avant la conférence. Loin d'être découragés, les autres membres du mouvement se veulent résolus. « Ne craignons rien. Allons massivement manifester pour dire stop à la corruption qui gangrène notre pays », a lancé Ahmed-Hachim, l'un des meneurs.

Son compagnon de lutte a poursuivi dans une veine plus critique. Ancien militant de la CRC, le parti présidentiel, Jackie Mohamed dit regretter d'avoir un jour servi un régime qui, selon lui, fait peu de cas des droits fondamentaux. Il appelle le chef de l'État à libérer l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi,

et permettre le retour des exilés politiques, dont l'ancien vice-président Mohamed Ali Soilihi, dit Mamadou. Il n'a pas manqué de s'en prendre au fils du chef de l'État Azali Assoumani, devenu l'homme fort du régime, qu'il accuse de suivre les pas de son père plutôt que d'incarner une nouvelle ère.

Les chances que ce rassemblement ait effectivement lieu restent minces. Les récents événements à Madagascar, où une manifestation contre les pénuries d'eau et les coupures de courant a conduit à la chute du président, ne peuvent que nourrir la crainte d'un régime déjà sur la défensive.

TM

COMMUNE DE MUTSAMUDU

Le comité de Pagé agit contre la délinquance



Hier matin, le comité du quartier de Pagé, au sud-ouest de Mutsamudu, a présenté à la mairie son plan d'action pour lutter contre la délinquance des jeunes et améliorer la propreté. Les membres du comité ont rencontré le maire Amri Elarisse Mohamed et plusieurs élus pour discuter de solutions concrètes afin de rendre le quartier plus sûr et plus propre.

Le maire a salué cette initiative et souhaite qu'elle inspire d'autres

quartiers : « La délinquance des jeunes est un problème qui peut toucher tout le monde. Il faut agir vite », a-t-il dit, en appelant à la prévention et à la coopération entre habitants, associations et autorités. Le comité de Pagé veut lier propreté et sécurité : « Un quartier propre aide à éviter les problèmes. Cela donne de la dignité et de l'espoir aux jeunes », a expliqué son porte-parole.

La mairie a promis son soutien, notamment à travers des campagnes de sensibilisation et une aide logistique pour les actions du comité. Elle compte

aussi surveiller de plus près les bars et lieux publics, souvent fréquentés par des mineurs.

Cette démarche s'inscrit dans une volonté commune : rassembler les habitants, les anciens élus et les notables pour protéger Mutsamudu de la dégradation morale et environnementale.

C'est un signal fort d'une population qui veut reprendre en main l'avenir de sa ville.

Younes

FORUM SUR L'ÉNERGIE :

L'énergie dans la géopolitique russe

Comme tous les ans, la Fédération de Russie à travers le ministère de l'énergie a organisé la semaine Russe de l'énergie. Un rendez-vous qui réunit plusieurs décideurs du monde pour parler des nouvelles orientations sur les problématiques liées à l'accès à l'énergie et à la fixation des prix, et la nécessité d'établir des indicateurs de prix pour assurer la stabilité mais aussi la durabilité dans les marchés nationaux.

Une étape cruciale pour Moscou, qui veut s'assurer, une certaine protection face à la voracité des marchés. C'est dans ce climat que s'est ouvert cette 8e session de la semaine Russe de l'énergie. Le vice-premier ministre Russe Alexandr Novak a ouvert les débats avec un panel composé de plusieurs personnalités de premier plan dont le ministre saoudien de l'énergie, Abdulaziz Ben Salmane Al Saud. Première puissance énergétique, la Russie souhaite élargir son panel de clients mais aussi assurer ceux qui sont dans son partenariat une garantie maximale contre les velléités occidentales à toujours imposer des sanctions. Dans ce sens, le ministre hongrois des affaires étrangères, Peter Szijjarto a loué la relation énergétique avec Moscou, comme étant une garantie principalement sur le secteur gazier ou Moscou fourni des milliards de mètres cubes à Budapest, qui refuse de plier face au diktat européen. « Nous sommes en sécurité en ce qui concerne le gaz, nous avons un contrat à long terme avec Gazprom », dit-il.

D'autres pays ont aussi émis le souhait de continuer à commercer avec Moscou, et qu'il est impensable qu'aujourd'hui le commerce international soit à la merci de quelques pays au détriment de la majorité du reste du monde. De pays comme le Venezuela, la Turquie, le Vietnam mais aussi la

Sierra-Leone partagent cette même vision, sur la fixation des prix. Moscou de son côté veut s'appuyer sur sa longue expérience dans l'industrie des combustibles « L'industrie russe des combustibles et de l'énergie a un riche héritage construit sur un secteur pétrolier et gazier efficace, un secteur du charbon robuste et le système électrique le plus fiable au monde. Ces réalisations appartiennent aux vétérans et aux spécialistes qui travaillent dans l'industrie aujourd'hui », et sur une jeunesse bien formée. C'est en tout cas ce qu'a avancé le vice-premier ministre Novak. « Aujourd'hui, le secteur est confronté à la tâche de préparer non seulement des ingénieurs qualifiés, mais également des personnes fortes capables de créer et de faire progresser des technologies et de prendre des décisions responsables », soutient-il.

Confronté à des problèmes énergétiques récurrents qui ont failli faire couler la société comorienne des hydrocarbures (SCH), les Comores doivent prendre des décisions quant au fait de continuer à

acheter du pétrole à des coûts insurmontables, sinon prendre un virage à 180 degrés pour préserver ses intérêts. Aujourd'hui sous sanctions occidentales, la Russie cherche d'autres marchés pour écouler ses produits, mais surtout échapper à ce qu'il appelle « Sortir de l'aiguille

des matières premières », et que surtout cela serait bénéfique aux autres marchés mondiaux « La disponibilité de ressources énergétiques nationales bon marché et l'arrêt de leur approvisionnement sur les marchés occidentaux pourraient devenir un énorme avantage

concurrentiel pour la Russie en termes de création et de développement de ses propres industries pétrochimiques et gazières, qui cherchent à produire des biens à forte valeur ajoutée. »

Imtiyaz



Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP_KM, P177816), DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires (FSRP-KM), financé par la Banque Mondiale, **informe les candidats et le public qu'il a été décidé** de prolonger la date limite de soumission des offres relative à l'acquisition de semences pour les bénéficiaires des fermes agricoles du projet FSRP-KM :

- **Date limite initiale de soumission** : 18 octobre 2025 à 11h00
- **Nouvelle date limite de soumission** : 21 octobre 2025 à 14h00
- **Date et heure d'ouverture des offres** : 21 octobre 2025 à 14h00
- **Lieu** : Salle de conférence du projet FSRP-KM, Mdé, ex-Cefader

Lancé le 16 octobre 2025

LECTURE PUBLIQUE

Le CLAC de Nioumachoi ouvre sa 4^e campagne de sensibilisation

Chaque année, à l'occasion de la rentrée scolaire, le Centre de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC) de Nioumachoi organise une campagne de sensibilisation à la lecture publique. La 4^e édition, lancée ce samedi 11 octobre à 15h30, marque un tournant important avec l'introduction de nouveaux équipements informatiques – tablettes et ordinateurs – mis à la disposition du centre grâce à l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).



La cérémonie d'ouverture s'est tenue dans les locaux du CLAC, en présence du chef du village, des conseillers pédagogiques, des directeurs d'établissements publics et privés, des parents d'élèves ainsi que de nombreux enseignants. L'animateur référent, Assane Nassoro, a présenté le programme détaillé de la campagne qui s'étendra sur sept jours. Huit participants ont été sélectionnés pour prendre part à un atelier sur la lecture numérique. Chacun d'eux devra choisir un livre qu'il

présentera en fin de formation, lors de la journée de clôture. Cette dernière sera marquée par une séance de lecture publique animée par un parent d'élève.

L'objectif de cette initiative est clair : stimuler le goût de la lecture chez les jeunes et familiariser le public aux outils numériques de lecture. Durant la semaine, les participants découvriront et manipuleront plusieurs applications éducatives telles que Kiwix, Aldiko et YouScrib, qui permettent de lire ou consulter des ouvrages en ligne et

hors connexion. Une deuxième activité, intitulée « Les petits au grand devant le public », viendra clôturer la campagne. Elle offrira aux jeunes lecteurs l'occasion de s'exprimer devant une audience, renforçant ainsi leur confiance en eux et leur aisance à l'oral.

Dans son allocution, Ben Ymam Bacar le responsable des sous réseaux CLAC s'est félicité du travail accompli par l'équipe du CLAC de Nioumachoi. « Je me réjouis de ce programme bien structuré. Je conseille les référents

des autres CLAC des Comores de prendre soin de leurs équipements et de s'inspirer de cette initiative », dit-il. Il a également adressé ses remerciements à l'OIF pour son appui constant à la promotion de la lecture publique, tout en lançant un appel aux établissements scolaires, publics comme privés, à s'inscrire et à participer activement à ce programme culturel et éducatif.

Riwad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
Mohamed Youssouf
Sanaa Chouzour
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

Ministère de la Santé et de la Protection Sociale

Direction Générale de la Santé

Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Offre de Soins de Santé (ODS)

Cellule de Gestion de Projet (CGP)

N° CKM 1105 01 N & 04 S & 05 T

Avis d'Appel d'Offres (AAO)

Date de lancement : 07/10/ 2025

Référence : Travaux de Construction Amphithéâtre, Salle de Classe et Salle de Travaux Pratiques et Citerne d'eau à l'Ecole de Médecine et de Santé Publique (EMSP).

AON N°: ODS/2025/002

1. Le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale a obtenu un financement de la l'Agence Française de Développement (l'AFD) pour financer le coût du projet Offre de Soins de santé (ODS). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre des **marchés de Travaux de Construction Amphithéâtre, Salle de Classe et Salle de Travaux Pratiques et Citerne d'eau à l'Ecole de Médecine et de Santé Publique (EMSP).**

2. Le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour exécuter les Travaux de Construction Amphithéâtre, Salle de Classe et Salle de Travaux Pratiques et Citerne d'eau A l'Ecole de Médecine et de Santé Publique (EMSP) (« les Travaux »).

3. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de :

La Cellule de Gestion de Projet « ODS » à la Direction Générale de la santé route corniche – Moroni.

Contact : coordinateur.ods@sante.gouv.km/ saiddjaffar@gmail.com avec Copie : passationmarches773@gmail.com

Téléphone : (+ 269) 733 41 23

4. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux des Documents Type de Passation de Marchés pour Travaux de l'AFD.

5. Les Offres devront être soumises au plus tard le **24/11/2025 à 10 h 00**

(heure de Moroni) selon les modalités précisées dans les instructions aux soumissionnaires du dossier d'appel d'offres.

6. Les Offres doivent comprendre une Garantie de soumission » d'un montant de **sept millions cinq cent mille francs comoriens (7500 000 KMF).**

7. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent **24/11/2025 à 10 h 30 (heure de Moroni)**, à l'adresse suivante : Salle de conférence de la Direction Générale de la Santé – Route de la Corniche - Moroni.

8. Les principales exigences en matière de qualifications sont (liste non exhaustive, cf. DAO) :

NB : En cas de groupement, les critères de capacité financière, de CA et d'expériences doivent être satisfaite à l'échelle du groupement selon des conditions définies dans le DAO.

- Ne pas avoir d'antécédents de non-exécution de marchés au cours des **5 dernières années (2020 – 2024).**

- Ne pas avoir de litiges en instance.

- Disposer d'une capacité financière permettant de subvenir à un besoin de trésorerie à hauteur de 50 000 000 KMF.

- Avoir un CA annuel moyen au cours des 5 dernières années (2020 -2024) de **400 000 000 KMF.**

- Avoir participé au cours des cinq (5) dernières années, à titre d'entrepreneur principal, membre de groupement, ensemblier ou sous-traitant dans 1 marché d'un montant minimum de **300 000 000 KMF.**

- Avoir une expérience minimale de construction achevée de manière satisfaisante au cours des cinq (5) dernières années dans le domaine spécifique de la construction et réhabilitation de bâtiments en maçonnerie et béton armé.

UNION DES COMORES
Unité-Solidarité-Développement
-----****-----
MINISTÈRE DES FINANCES DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE

Secrétariat Général



Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière
(PAGF-SI)

Unité de Gestion de Projet (UGP)
AFD N° CKM 11 54 01 T

SERVICES DE CONSULTANT

Manifestations d'Intérêt

Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire de l'Union des Comores a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (l'AFD) pour financer le coût du Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière (PAGF-SI) pour un montant de (10 000 000 euros) et le Ministère a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre de ce présent marché « **Recrutement d'un cabinet Etude pour interfaçage du paiement via Mobil Banking** ».

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux cabinets internationaux et/ou nationaux éligibles, disposant d'une expertise confirmée dans les domaines suivants : (i) systèmes d'information et interopérabilité des plateformes de paiement électronique ; (ii) mobile Banking et services financiers numériques ; (iii) fiscalité numérique et e-gouvernement. Les missions attendues du cabinet incluent : (a) la réalisation d'une étude de faisabilité technique, juridique et opérationnelle en vue de l'interfaçage du Système de Gestion des Impôts et Taxes (SIGIT) avec les plateformes de Mobile Banking des banques et opérateurs de téléphonie mobile ; (b) la proposition d'une architecture fonctionnelle et sécurisée de l'interfaçage ainsi qu'un plan de mise en œuvre détaillé. La mise en œuvre de cette activité sera conduite sous la supervision du ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire en liaison avec la Direction Générale des Impôts et le Centre Informatique.

L'Unité de Gestion qui est chargée de la mise en œuvre du Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière (PAGF-SI) invite les firmes à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Candidats éligibles intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils peuvent justifier qu'ils possèdent des qualifications requises, les références de prestations récentes et similaire (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc).

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

* une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,

ou

* une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés

comme Sous traitants.

Les références et qualifications des Sous traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

✓ **De l'ampleur des marchés** : seront notamment considérés les marchés supérieurs à 7 millions de francs comoriens.

✓ **De la nature des services** : études sur l'interopérabilité des systèmes de paiement, projets de digitalisation des recettes publiques, conception et mise en œuvre de solutions de paiement électronique et Mobile Banking, interfaçage avec des systèmes fiscaux ou publics.

✓ **Expérience générale** : 07 ans au minimum.

✓ **Expérience spécifique du cabinet dans le domaine** : 05 ans au minimum dans les projets liés aux services financiers numériques, Mobile Banking et systèmes d'information de gestion publique.

✓ **Organisation du consultant** : le candidat doit démontrer son approche méthodologique et sa capacité d'intervention par rapport à des missions similaires, à travers une fiche descriptive ou tout autre document présentant son expérience antérieure.

✓ **Les points forts et faibles du cabinet** : notamment l'expérience acquise dans la région, les partenariats avec les acteurs du développement et les institutions financières, ainsi que la capacité à mobiliser une équipe pluridisciplinaire compétente.

Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière (PAGF-SI) dressera une liste restreinte de 4 quatre à six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels elle adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être envoyées par courrier électronique aux adresses ci-dessous, pour le **28 octobre 2025 à 14h30 (heure de Moroni – Comores)**

Email : kawamih.m@pagfsi-km.com / mtitifakri.d@pagfsi-km.com

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures suivantes : **du lundi au jeudi de 8h00 à 14h30 (heure locale) et le vendredi 11h (heure de Moroni – Comores)**

A l'attention du Coordonnateur National du projet PAGF-SI
MOHAMED KAWAMI HOUSSEINI BEN MOHAMED
Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire
Place de l'indépendance
Unité de Gestion du Projet
Moroni - Union des Comores
É Bureau ((269) 773 80 67
Email : kawamih.m@pagfsi-km.com
mtitifakri.d@pagfsi-km.com